

AUROPA

Nutizie di l'

Sittembri 2025



PUBLICATION DES DERNIÈRES PROPOSITIONS POUR LE CFP 2028-2034

La Commission a finalisé l'architecture de sa proposition de cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 (Voir le numéro [175](#) des Echos d'Europe) en adoptant, début septembre, un second paquet de 7 textes sectoriels concernant les programmes suivants : le programme Marché unique et douane, le programme Justice, le programme Euratom de recherche et de formation, l'Instrument relatif à la coopération en matière de sûreté nucléaire et au déclassement d'installations nucléaires, le programme d'assistance au déclassement de la centrale nucléaire d'İgnalina en Lituanie (programme Ignalina), la décision d'association des pays et territoires d'outre-mer, y compris le Groenland, le programme Pericles V.

Pour rappel, la proposition présentée le 16 juillet dernier porte le budget de l'UE à près de 2.000 milliards d'€ en prix courants sur 7 ans, soit environ 1,26 % du RNB de l'UE en moyenne (1,15 % du RNB de l'UE si on tient compte du remboursement de l'emprunt commun, soit quasiment le même niveau qu'actuellement) avec l'objectif d'aligner l'allocation des moyens sur les priorités politiques européennes (souveraineté et compétitivité, transition verte et numérique, sécurité et résilience, État de droit), de renforcer la capacité de réaction de l'UE face aux chocs et de simplifier la mise en œuvre.

- Pour le **nouveau programme « Marché unique et douane »**, la Commission propose de doubler l'enveloppe actuelle en la portant à 6,2 milliards d'€. Ce nouveau programme regroupe et rationalise plusieurs lignes préexistantes : Marché unique, Douanes, Fiscaux, Instrument pour les équipements de contrôle douanier et actions antifraude. L'objectif est de fluidifier les échanges transfrontaliers, d'améliorer la protection des

SOMMAIRE

1

À LA UNE	1-2
AGENDA	3
BRÈVES	3-7
APPELS À PROPOSITIONS	8-10
CONSULTATIONS PUBLIQUES	11-12
BIBLIOTHÈQUE	13-14

Antenne de la Collectivité de Corse
à Bruxelles
36, rue Breydel
B-1040 Bruxelles
<https://www.europa.corsica/antenne-bruxelles/>
antennebruxelles@isula.corsica

consommateurs, d'accélérer la normalisation, de réduire les charges administratives et de soutenir la production de statistiques officielles européennes, tout en consolidant la coopération entre administrations et la lutte contre la fraude ;

- **Le programme « Justice »** verrait sa dotation porter à près de 798 millions d'€, plus du double de l'enveloppe actuelle (305 millions d'€). Les priorités affichées concernent la formation des magistrats et praticiens du droit, la coopération judiciaire civile et pénale, l'égalité d'accès à la justice, la promotion de l'indépendance et de l'impartialité des systèmes judiciaires, ainsi qu'une accélération de la numérisation (interopérabilité, échanges sécurisés, signature électronique, visioconférence, etc.). Il s'agit d'ancrer un espace européen de justice plus efficace, inclusif et résilient fondé sur la reconnaissance mutuelle et la confiance, avec un accent mis sur la réduction des délais pour les litiges transfrontaliers et la lutte contre la corruption ;
- Pour **le programme de recherche et de formation nucléaires, Euratom**, la Commission propose une enveloppe de 9,8 milliards d'€, dont plus de la moitié financerait le projet ITER visant à démontrer la faisabilité de la fusion comme source d'énergie sans carbone à grande échelle. Les objectifs du programme demeurent très larges : sûreté et sécurité des technologies nucléaires actuelles et émergentes, radioprotection, gestion des déchets, non-prolifération, applications non énergétiques (notamment médicales), et maintien des compétences critiques. La Commission annonce en parallèle une simplification de la mise en œuvre (réduction des catégories d'actions, taux de financement jusqu'à 100 % selon le type de bénéficiaire) afin de gagner en prévisibilité tout en gardant la souplesse pour répondre à des priorités nouvelles ;
- L'instrument relatif à la **coopération en matière de sûreté nucléaire et au déclasséement d'installations nucléaires** doté d'un budget d'1 milliard d'€ afin de mutualiser l'expertise, d'améliorer la sûreté dans les États membres (notamment en Bulgarie, Slovaquie et sur les sites du JRC) et de fluidifier les financements pour les opérations de déclasséement
- Le programme dédié d'assistance au déclasséement de la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie (**programme Ignalina**) ;
- Concernant **l'association avec les pays et territoires d'outre-mer (PTOM)**, y compris le Groenland, la Commission propose de simplifier l'architecture et de porter l'enveloppe à près d'1 milliard d'€ sur 2028-2034, soit un doublement par rapport à la période actuelle. Le statut d'association des PTOM justifie un soutien accru à leur développement économique et social, à l'intégration régionale et à la coopération avec l'UE, dans un contexte géopolitique plus tendu où ces territoires jouent un rôle d'avant-postes.
- Enfin, **le programme Pericles V** prolonge et modernise l'action de l'UE contre la contrefaçon de l'euro, avec un budget proposé de 7 millions d'€ qui financera formations, séminaires et échanges entre autorités nationales, en tenant compte des menaces émergentes et notamment les risques liés à l'IA.

2

Pour mémoire, le Conseil statuera à l'unanimité sur le règlement CFP, avec approbation du Parlement européen. Les décisions « ressources propres » requièrent l'unanimité au Conseil et la ratification par chaque État membre. Les législations sectorielles suivront la procédure législative correspondante à leur base juridique. Les services de la Commission ont par ailleurs été invités à préparer des fiches d'impact, des scénarios de mise en œuvre et une cartographie des indicateurs pour faciliter la transition entre cadres 2021-2027 et 2028-2034.

Plus d'informations : [ici](#)



DEFENSE / DIFESA

Une enveloppe de 150 milliards d'€ pour SAFE



La Commission européenne réserve une enveloppe provisoire de 150 milliards d'€ pour renforcer la préparation de défense au sein de l'UE, via l'instrument SAFE (« Agir pour la sécurité de l'Europe »).

Cette dotation vise à combler rapidement les carences des armées européennes et à favoriser les achats conjoints d'équipements. L'intérêt auprès des Etats membres est déjà fort, car 19 d'entre eux se sont déjà positionnés en faveur de cet instrument. Des pays non-membres de l'UE, comme la Norvège, le Royaume-Uni ou l'Ukraine peuvent également y participer.

La répartition indicative de l'enveloppe de 150 milliards d'€ a été annoncée afin d'offrir plus de visibilité politique et budgétaire. **La France** pourrait ainsi accéder à une enveloppe de 16 milliards d'€ de prêts longue durée à un taux avantageux, assortis d'un remboursement différé de 10 ans, pour financer des marchés publics d'armement urgents.

Les Etats membres qui le souhaitent doivent maintenant déposer d'ici fin novembre des plans nationaux d'investissement détaillant l'usage des financements sollicités. La Commission évaluera ces plans pour permettre des premiers décaissements dès le début de 2026.

Plus d'informations : [ici](#)

3



AGENDA

2 octobre : Webinaire « la directive sur la performance énergétique des bâtiments en pratique - Le rôle des données sur la performance des bâtiments pour les États membres » organisé par EU BSO
Plus d'infos [ici](#)

10 octobre : Webinaire « Pourquoi les acheteurs publics devraient-ils choisir des produits certifiés par le label écologique de l'UE ? » organisé par la Commission
Plus d'infos [ici](#)

13-15 octobre : Semaine européenne des villes et régions organisée par la Commission et le Comité des Régions, Bruxelles - Plus d'infos [ici](#)

15 octobre : Conférence de haut niveau « Les objectifs de cohésion au-delà de la politique de cohésion » organisée par la Collectivité de Corse, Bruxelles
Plus d'infos [ici](#)

13-18 octobre : Journées Erasmus + organisées dans toute l'Europe
Plus d'infos [ici](#)

16 octobre : Cérémonie de la Convention des maires de l'UE 2025, Bruxelles - Plus d'infos [ici](#)

16 octobre : Webinaire « Les nuances du succès : Comprendre le parcours de l'initiative citoyenne européenne » organisé par la Commission, en ligne
Plus d'infos [ici](#)

23 octobre : Conférence « Le pouvoir de la participation - promouvoir l'engagement du public dans la planification du réseau électrique » organisée par la Commission européenne, Bruxelles - Plus d'infos [ici](#)

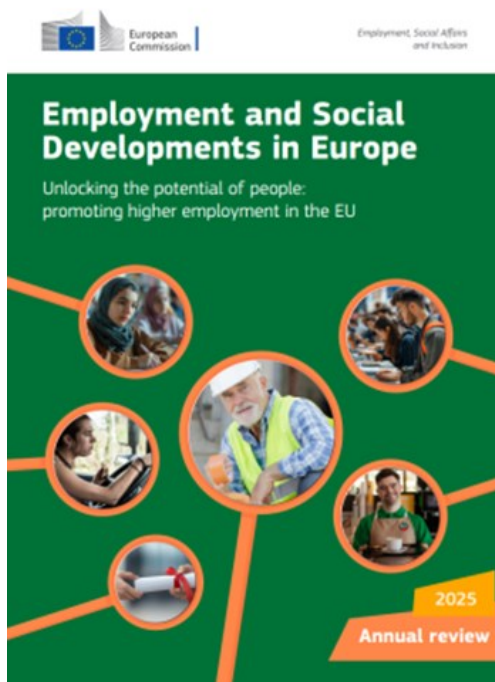
29 octobre : Forum du village européen des startups 2025 organisé par la Commission européenne, Bruxelles - Plus d'infos [ici](#)

4 novembre : Conférence de l'UE sur la science au service de la préparation organisée par la Commission européenne, Turin (Italie)
Plus d'infos [ici](#)

5-7 novembre : Forum « Traduire l'Europe » organisé par la Commission européenne, Bruxelles - Plus d'infos [ici](#)

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION / IMPIEGU, AFFARI SUCIALI È INCLUSIONE

Rapport 2025 sur l'évolution du travail en Europe



Dans son dernier [rapport](#) sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe, la Commission européenne met en garde contre une contraction potentielle de 18 millions d'actifs d'ici 2050 et pointe un réservoir sous-mobilisé : près d'1/5^{ème} des personnes en âge de travailler, soit 51 millions de personnes restent en dehors du marché du travail de l'UE. Ces personnes sont majoritairement des femmes, des seniors (55-64 ans), des migrants et des personnes handicapées.

Malgré un marché du travail au plus haut en 2024 (taux d'emploi de 75,8 %, et taux de chômage à 5,9 %), l'UE n'atteindra pas son objectif de 78 % d'ici 2030 sans des politiques d'inclusion plus offensives. Pour la Commission, il ne s'agit pas seulement d'un enjeu quantitatif : mieux intégrer ces groupes soutiendrait la cohésion sociale et la réduction de la pauvreté, tout en répondant aux pénuries de compétences.

Concernant la situation de l'emploi des femmes, l'écart de participation demeure d'environ 10 points par rapport aux hommes, avec 32 millions de femmes inactives, souvent retenues par les charges familiales, l'absence de services de garde d'enfants et des effets fiscaux/d'allocations désincitatifs. La Commission précise que la mise en place de services de garde abordables pourrait, dans

certains États, hisser l'emploi féminin de près de 30 % et accroître le PIB de l'UE jusqu'à 1,7 %.

Pour les personnes âgées de 55-64 ans (près de 20 millions sont en dehors du marché de l'emploi), des systèmes de retraites plus souples, des départs progressifs à la retraite, des soins de longue durée renforcés et des parcours de formation ciblés permettraient d'offrir une vie professionnelle plus longue et en meilleure santé.

S'agissant des migrants (plus de 7 millions inactifs), la Commission souligne que leur accès au monde du travail sera encouragé en combinant un ensemble de mesures allant des incitations fiscales, cours de langue et simplification des permis de travail.

Enfin concernant la catégorie des personnes handicapées en âge de travailler, la Commission relève que l'emploi progresse (56,4 % en 2024) mais reste loin derrière les 84 % observés pour les personnes sans handicap. La Commission rappelle l'efficacité de mesures détaillées dans sa [stratégie](#) en faveur des droits des personnes handicapées 2021-2030 telles que les quotas, la lutte contre les discriminations et les placements ciblés.

Plus d'informations : [ici](#)

ENVIRONNEMENT / AMBIENTE

Une feuille de route européenne pour les crédits « nature »

La Commission européenne a présenté cet été une feuille de route pour la mise en place des crédits nature, un nouvel outil visant à stimuler le financement privé en faveur de la biodiversité et à récompenser les actions positives pour la nature. Cette initiative s'inscrit dans un contexte où 75% des entreprises de la zone euro dépendent directement de la nature, et où l'investissement en faveur de la biodiversité accuse un déficit de près de 65 milliards d'€ par an. L'objectif est de compléter le financement public existant par une source volontaire de capitaux privés.



Les crédits « nature » doivent certifier, par une organisation indépendante, des actions de restauration ou de protection des écosystèmes (par exemple la restauration de zones humides ou l'extension de forêts). Ces crédits pourront être achetés par des entreprises, des institutions financières, des collectivités publiques ou des particuliers qui souhaitent contribuer à la restauration de la nature. Ils offrent ainsi des revenus supplémentaires aux agriculteurs, sylviculteurs, pêcheurs ou communautés locales, tout en renforçant la résilience de leurs activités. Ce dispositif s'appuie sur des initiatives pilotes conduites en Estonie, au Pérou ou en France sur les tourbières et les zones humides.

Plusieurs actions sont envisagées pour les 2 prochaines années afin de préparer ce nouveau marché de crédits nature. La Commission européenne devra ainsi réaliser une évaluation de l'offre et de la demande de crédits nature au niveau européen. Dès 2026, La Commission présentera des méthodes d'agrostockage de carbone, qui devront contenir des avantages connexes pour la biodiversité. Un projet pilote sur les crédits nature sera également lancé d'ici 2027 avec le soutien des fonds européens (LIFE, InvestEU, etc.). En parallèle, un groupe d'experts européens sera chargé de co-construire le cadre du futur marché des crédits «nature».

Plus d'informations : [ici](#)

INSTITUTIONS EUROPÉENNES / STITUZIONE AURUPEE

Discours sur l'Etat de l'Union : sécurité, compétitivité et valeurs

5



Le 10 septembre dernier, la Présidente de la Commission européenne a présenté au Parlement européen réuni à Strasbourg, les grandes priorités de son second mandat marqué par des crises externes et internes et la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union. Cet exercice était très attendu par les eurodéputés qui sont de plus en plus divisés, notamment sur les récents accords commerciaux passés, la politique climatique de l'UE, la défense ou les sanctions contre la Russie et Israël.

La Présidente VON DER LEYEN a axé son [discours](#) sur les 4 grandes priorités suivantes :

- **Compétitivité, technologie et souveraineté industrielle:** La Présidente a insisté sur la nécessité de moderniser le marché unique européen, de stimuler l'innovation (cloud, IA), de développer les infrastructures, notamment énergétiques et de réduire les dépendances externes. Des initiatives comme un acte législatif pour l'accélération de l'activité industrielle ou une feuille de route pour le Marché unique ont ainsi été annoncées ;
- **Sécurité, défense et politique extérieure :** dans un contexte géopolitique instable, Ursula VON DER LEYEN a appelé à plus de préparation militaire, à renforcer l'action extérieure de l'UE, à des réformes (Europol, garde-frontières, etc.), et à la défense de l'intégrité européenne contre les ingérences ;
- **Valeurs, démocratie et cohésion sociale :** l'accent a été mis sur la solidarité entre États membres, la justice sociale, la lutte contre la pauvreté, l'égalité des genres, l'accès le droit au logement abordable, la mobilité des compétences, l'État de droit et la protection des valeurs démocratiques ;
- **Réponse aux crises humanitaires et géopolitiques,** avec l'annonce de mesures vis-à-vis d'Israël (suspension de certains avantages de l'accord commerciaux, sanctions à l'égard des ministres d'extrême droite) du Hamas et le rappel de l'importance du soutien à l'Ukraine.

Plus d'informations : [ici](#)

PROSPECTIVE / PRUSPETTIVA

Rapport de prospective stratégique 2025 de l'UE

La Commission européenne a publié le 9 septembre dernier, le [rapport de prospective stratégique 2025](#) intitulé « Résilience 2.0: donner à l'UE les moyens de prospérer malgré les turbulences et les incertitudes ». Ce rapport se fonde sur les nouveaux enjeux et défis auxquels doit faire face l'UE pour établir 8 domaines d'action prioritaires où l'Europe peut devenir plus résiliente d'ici 2040 :

- Élaborer une vision globale et cohérente pour l'UE afin de défendre ses valeurs et objectifs et renforcer son rôle de partenaire fiable sur la scène mondiale. Cette vision passe par l'élaboration d'un concept stratégique européen, la consolidation de ses partenariats, l'approfondissement du processus d'élargissement et la capacité à défendre activement un ordre international fondé sur des règles ;
- Accroître la sécurité intérieure et extérieure avec une meilleure préparation face aux menaces hybrides et aux crises, en exploitant les synergies civilo-militaires, en développant des infrastructures critiques (énergie, numérique, transport, spatial) et en renforçant la coopération avec l'OTAN ;
- Exploiter la puissance de la technologie et de la recherche afin de se positionner comme un leader mondial de l'innovation responsable notamment en matière d'intelligence artificielle, de technologies propres et de recherche fondamentale, tout en établissant des garde-fous éthiques ;
- Renforcer la résilience économique et anticiper les bouleversements du marché du travail par la sécurisation des chaînes d'approvisionnement stratégiques, la décarbonation et l'anticipation des transformations technologiques et démographiques ;
- Promouvoir un bien-être durable et inclusif avec le renforcement de l'économie sociale de marché, un nouveau contrat social axé sur des services publics de qualité, la mise en place d'une transition juste et la réduction des inégalités ;
- Réinventer l'éducation pour intégrer pleinement l'apprentissage tout au long de la vie, adapter les programmes aux besoins futurs en compétences, favoriser la mobilité des apprenants en Europe et renforcer le développement des filières scientifiques et technologiques ;
- Consolider la démocratie et l'espace civique afin de protéger l'État de droit, garantir la liberté des médias et lutter contre la désinformation et les manipulations de l'information ;
- Assurer l'équité intergénérationnelle et gérer les dynamiques démographiques. Pour répondre au vieillissement de la population, à la baisse de la natalité et aux disparités territoriales croissantes, tout en garantissant la solidarité entre générations.

Plus d'informations : [ici](#)

6

RECHERCHE ET INNOVATION / RICERCA È INNUVAZIONE

Inauguration de JUPITER, le plus puissant supercalculateur européen



Le nouveau supercalculateur JUPITER, inauguré à Forschungszentrum Jülich (Allemagne) devient le premier système européen à franchir le seuil exaflopique, capable d'effectuer plus d'un trillion (10^{18}) d'opérations par seconde soit l'équivalent de la puissance cumulée d'un million de smartphones modernes.

Classé supercalculateur le plus puissant d'Europe et quatrième au monde, JUPITER se distingue par sa durabilité en étant entièrement alimenté par les énergies renouvelables et doté d'un système innovant de refroidissement et de réutilisation de

l'énergie. Avec une puissance dépassant 1 exaflop, JUPITER sera mis à la disposition de la communauté scientifique, des industries, des start-ups et du secteur public européen afin d'exécuter des centaines d'applications en matière de changement climatique et les prévisions météorologiques, de science des matériaux, de bio-ingénierie et de formation de grands modèles de langage et d'IA générative.

Soutenu à hauteur de 500 millions d'€ par l'UE et l'Allemagne, JUPITER permet de doubler les capacités de calcul de l'entreprise commune EuroHPC qui compte déjà plusieurs supercalculateurs en service (MareNostrum en Espagne, LEONARDO en Italie, LUMI en Finlande, Discoverer en Bulgarie, MeluXina au Luxembourg, Vega en Slovénie, Karolina en République tchèque et Deucalion au Portugal).

Plus d'informations : [ici](#)

La stratégie pour les infrastructures de recherche et d'innovation technologique



S'appuyant sur les diagnostics et recommandations des rapports [Draghi](#) et [Heitor](#), la Commission européenne a publié le 15 septembre dernier une nouvelle stratégie visant à renforcer les infrastructures de recherche et de technologies dans l'UE. Souhaitant développer la « 5^{ème} liberté du marché unique », à savoir la mobilité de la connaissance, des technologies et des scientifiques au sein de l'UE et contribuer à l'objectif de l'UE d'investir 3 % du PIB, cette stratégie vise à mieux intégrer les infrastructures de recherche et d'innovation, de les rendre davantage accessibles pour ainsi attirer et retenir des talents au sein de l'UE.

Elle s'articule autour de 6 volets d'action, à déployer entre 2025 et 2026 :

- Renforcer les capacités et mobiliser les investissements, notamment dans des secteurs stratégiques tels que les semi-conducteurs, les technologies quantiques, les matériaux avancés, les énergies propres et renouvelables, l'IA, la santé ou les biotechnologies ;
- Optimiser la numérisation et l'intelligence artificielle, avec un rôle central pour *l'European Open Science Cloud* (EOSC) et des initiatives pour l'IA appliquée à la science ;
- Améliorer l'accessibilité, via la création d'un guichet unique européen pour les services d'infrastructures et des programmes pilotes d'accès pour les start-up et scale-up ;
- Attirer et développer les talents grâce à des parcours professionnels renforcés, des formations spécialisées et des mécanismes d'échanges de personnel inclus dans l'initiative « *Choose Europe* » ;
- Simplifier le cadre de gouvernance, en favorisant la coordination entre États membres et en révisant les législations pour faciliter les investissements communs ;
- Renforcer la dimension internationale et la résilience, en consolidant la coopération scientifique mondiale et en protégeant les infrastructures critiques face aux risques géopolitiques.

Plus d'informations : [ici](#)

Retours sur la mise en œuvre de la stratégie de spécialisation intelligente dans les régions

La Cour des comptes européenne vient de publier un [rapport](#) sur les stratégies de spécialisation intelligentes (S3) qui reconnaît l'utilité des S3 mais juge leur potentiel sous-exploité. Introduites pour la période de programmation 2014-2020, les S3 conditionnent l'accès aux financements FEDER dans le cadre de la politique de cohésion depuis 2014. Elles visent à aider les Régions à concentrer leurs investissements de recherche et d'innovation sur des domaines stratégiques, définis au travers d'un processus participatif associant acteurs publics, privés et académiques. La Cour des comptes relève que l'introduction de ce processus ainsi que sa reconduction pour la période 2021-2027, n'ont pas fait l'objet d'études d'impact ou de tests. D'après ce rapport, bien que cette approche ait permis d'ancrer l'innovation dans les stratégies régionales, 3 défis majeurs persistent dans sa mise en œuvre :



- Améliorer la définition des priorités régionales. Faute d'orientations de la Commission européenne actualisées depuis 2012, les pratiques varient fortement d'une région à l'autre, et les régions moins innovantes peinent parfois à s'approprier la méthode. La Commission est appelée à renforcer la cohérence entre les priorités régionales et celles de la politique industrielle européenne, en s'appuyant notamment sur la plateforme *S3 Community of Practice* ;
- Évaluer la valeur ajoutée du concept. Bien que les S3 doivent s'inscrire dans un processus dynamique et de long terme, leur impact global n'a jamais été évalué au niveau européen. Les évaluations régionales se concentrent davantage sur les projets financés que sur la pertinence du modèle. La Cour des comptes recommande à la Commission de mesurer leur efficacité dans différents contextes régionaux, afin d'identifier si des adaptations sont nécessaires selon le niveau d'innovation ou de capacité administrative ;
- Renforcer la coopération interrégionale. La mise en réseau des Régions est cruciale pour exploiter des complémentarités et éviter les doublons. Or, la coopération reste souvent perçue comme lourde à mettre en œuvre. La Commission pourrait jouer un rôle moteur en facilitant ces partenariats, en particulier pour les Régions disposant de ressources administratives limitées, et en mettant en avant les domaines où des synergies sont possibles.



APPELS À PROPOSITIONS / CHJAMA À PRUPOSTA

Vous trouverez ci-dessous les appels à propositions publiés depuis la publication du numéro [175](#) des Nutizie di l'Auropa de Juillet 2025 - L'ensemble des appels à propositions peut être consulté sur le [site internet](#) de l'Antenne de la CdC à Bruxelles

ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT / EDUCAZIONE, GHJUVENTÙ, CULTURA È SPORT

Europe Créative – Culture



EFFEA - [Fonds européen des festivals pour les artistes émergents II](#)

Échéance : 3/11/2025

Budget de l'appel : 470.000 € - Contribution de l'UE par projet : 8.000 à 15.000 €

Europe Créative – MEDIA



PPPA-2025-DISINFORMATION-YOUNG - [Construire une sphère de médias sociaux digne de confiance : lutter contre la désinformation sur les médias sociaux pour les jeunes Européens](#)

Échéance : 2/12/2025

Budget de l'appel : 5,98 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 3,1 millions d'€



CREA-MEDIA-2026-DEVSLATE - [Développement du catalogue européen](#)

Échéance : 3/12/2025

Budget de l'appel : 21 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 90.000 à 510.000 €



CREA-MEDIA-2026-TVONLINE - [Contenu télévisuel et en ligne \(Animation, Documentaire, Fiction\)](#)

Échéances : 3/12/2025 ; 7/05/2026

Budget de l'appel : 22 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 70.000 à 2 millions d'€



CREA-MEDIA-2026-MARKETNET - [Marchés et réseaux](#)

Échéance : 20/01/2026

Budget de l'appel : 16,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite



CREA-MEDIA-2026-DEVGIM - [Jeux vidéo et développement de contenus immersifs](#)

Échéance : 11/02/2026

Budget de l'appel : 10 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 200.000 €



CREA-MEDIA-2026-CODEV - [Co-développement européen](#)

Échéance : 25/02/2026

Budget de l'appel : 9 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 120.000 € minimum



CREA-MEDIA-2026-FILMOVE - [Films on the Move](#)

Échéances : 19/03/2026 ; 16/07/2026

Budget de l'appel : 21 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite



CREA-MEDIA-2026-VODNET - [Réseaux et opérateurs européens de VOD](#)

Échéance : 8/04/2026

Budget de l'appel : 8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : pas de limite

MOBILITÉ ET TRANSPORTS / MUBILITÀ È TRASPORTI

 PPPA-2025-EMPOWERTD - [Responsabiliser les chauffeurs routiers - Révolutionner la logistique européenne](#)

Échéance : 4/11/2025

Budget de l'appel : 600.000 € - Contribution de l'UE par projet : 600.000 €

RECHERCHE ET INNOVATION / RICERCA È INNUVAZIONE

Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement

 Biodiversa-plus - [Restauration du fonctionnement, de l'intégrité et de la connectivité des écosystèmes](#)

Échéance : 7/11/2025

Budget de l'appel : 40 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : non indiqué

 Water4All - [Appel transnational commun 2025 « L'eau et la santé »](#)

Échéance : 13/11/2025 et 13/04/2026

Budget de l'appel : 35,6 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : non indiqué

 PoliRuralPlus - [Favoriser le développement durable, équilibré, équitable, local et inclusif des communautés rurales et urbaines à l'aide de la boîte à outils de cartographie spatiale améliorés](#)

Échéance : 2/12/2025

Budget de l'appel : 175.000 € - Contribution de l'UE par projet : 25.000 €

Climat, Energie et mobilité

 HORIZON-CL5-2026-01 – [Appel du Cluster 5 : Solutions intersectorielles pour la transition climatique ; Des solutions propres et compétitives pour tous les modes de transport ; Des services de transport sûrs et résilients et de mobilité intelligente pour les passagers et les marchandises](#)

Échéance : 20/01/2026

Budget de l'appel : 188 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1,1 à 11 millions d'€

 HORIZON-CL5-2026-02 – [Appel 2026 du cluster 5 : un approvisionnement énergétique durable, sûr et compétitif ; Utilisation efficace, durable et inclusive de l'énergie](#)

Échéance : 17/02/2026

Budget de l'appel : 318 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 2 à 20 millions d'€

EIC – Conseil européen de l'innovation

 EEN2EIC - [Sélection des organisations partenaires de l'EEN fournissant des services de sensibilisation et de soutien aux PME dans le cadre du Service de préparation à l'investissement](#)

Échéance : 30/06/2026

Budget de l'appel : 4,4 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : non indiqué

EIE – Ecosystèmes d'innovation européens

 HORIZON-EIE-2026-01-CONNECT-03 - [Développer les écosystèmes de deep tech](#)

Échéance : 20/01/2026

Budget de l'appel : 5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 5 millions d'€

 HORIZON-EIE-2026-01-CONNECT-01 - [Réseau européen de centres de compétences nationaux pour les marchés publics de l'innovation](#)

Échéance : 20/01/2026

Budget de l'appel : 4,5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 4,5 millions d'€



HORIZON-EIE-2026-01-CONNECT-02 - [Développer les écosystèmes d'investissement](#)

Échéance : 20/01/2026

Budget de l'appel : 5 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 million d'€

ERC - Conseil européen de la recherche



ERC-2026-COG – [Subventions de consolidation](#)

Échéance : 13/01/2026

Budget de l'appel : 673 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 2 millions d'€

Missions



SoilTribes - [Appel ouvert pour soutenir des initiatives menées par des équipes multi-acteurs pour des écosystèmes locaux restaurant les valeurs, les rôles et la connectivité des sols](#)

Échéance : 10/10/2025

Budget de l'appel : 1,75 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : non indiqué



FERRO - [Favoriser la restauration des lacs européens par l'élimination, la récupération et la réutilisation des nutriments : approche intégrée à l'échelle du bassin versant et du lac](#)

Échéance : 30/11/2025

Budget de l'appel : 300.000 € - Contribution de l'UE par projet : 100.000 €

10

Numérique, Industrie et Espace



daIEDGE - [Un réseau d'excellence pour l'IA distribuée, fiable, efficace et évolutive à la périphérie](#)

Échéance : 14/10/2025

Budget de l'appel : 600.000 € - Contribution de l'UE par projet : 60.000 €

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / SALUTE È SICURITÀ ALIMINTARE



EU4H-2025-HERA-PJ – [Appel 2025 EU4Health](#)

Échéance : 4/12/2025

Budget de l'appel : 30 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 1 à 9 millions d'€



EU4H-2026-SANTE-PJ – [Appels EU4Health 2026](#)

Échéance : 6/01/2026

Contribution de l'UE par projet : 56,8 millions d'€ - Contribution de l'UE par projet : 600.000 € à 20 millions d'€



CONSULTATIONS PUBLIQUES / CONSULTAZIONE PUBBLICHE

La liste actualisée des consultations publiques est disponible sur le [site](#) internet de l'Antenne de la

AFFAIRES INTÉRIEURES / AFFARI INTERNI

[Migration et asile – Stratégie européenne quinquennale de gestion de l'asile et de la migration](#)

Échéance : 10/10/2025

BUDGET / BUGETTU

[Prochain budget à long terme \(CFP\) de l'UE – Mise en œuvre du financement de l'UE avec les États membres et les régions](#) - Échéance : 29/10/2025

[Prochain budget à long terme \(CFP\) de l'UE – Financement de l'UE en faveur de la compétitivité](#)

Échéance : 12/11/2025

[Prochain budget à long terme \(CFP\) de l'UE – Financement de l'UE en faveur de l'éducation, de la formation et de la solidarité transfrontières, de la jeunesse, des médias, de la culture et des secteurs de la création, des valeurs et de la société civile](#) - Échéance : 13/11/2025

[Prochain budget à long terme \(CFP\) de l'UE – Financement de l'UE en faveur de la protection civile, de la préparation et de la réaction aux crises](#) - Échéance : 07/11/2025

[Prochain budget à long terme \(CFP\) de l'UE – Financement de l'UE en faveur de l'action extérieure](#)

Échéance : 13/11/2025

[Prochain budget à long terme \(CFP\) de l'UE – Performance du budget de l'UE](#) - Échéance : 12/11/2025

CONCURRENCE / CUNCURRENZA

[Subventions publiques - révision des règles d'approbation \(règlement général d'exemption par catégorie\)](#)

Échéance : 6/10/2025

[Aides d'État destinées aux entreprises en difficulté - révision des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration](#) - Échéance : 14/11/2025

11

DEFENSE / DIFESA

[Proposition de règlement relatif à la mobilité militaire](#) - Échéance : 24/10/2025

ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT / EDUCAZIONE, GHJUVENTÙ, CULTURA È SPORT

[New European Bauhaus](#) - Échéance : 17/10/2025

[Une vision stratégique pour le sport en Europe : renforcer le modèle européen du sport](#)

Échéance : 8/12/2025

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION / IMPIEGU, AFFARI SUCIALI È INCLUSIONE

[Stratégie européenne de lutte contre la pauvreté](#) - Échéance : 24/10/2025

ÉNERGIE / ENERGIA

[Révision du cadre de l'UE en matière de sécurité énergétique](#) - Échéance : 13/10/2025

[Plan européen pour des logements abordables](#) - Échéance : 17/10/2025

[Bâtiments économes en énergie — cadre de portefeuille pour accroître les prêts en faveur des rénovations](#)

Échéance : 18/11/2025

[Plan d'action en faveur de l'électrification](#) - Échéance : 20/11/2025

[Stratégie en matière de chauffage et de refroidissement](#) - Échéance : 20/11/2025

ENVIRONNEMENT / AMBIENTE

[Inscription sur la liste verte de certains déchets destinés à être transférés entre États membres en vue de leur valorisation](#) - Échéance : 31/10/2025

[Feuille de route pour les crédits nature](#) - Échéance : 30/09/2025

[Loi sur l'économie circulaire](#) - Échéance : 6/11/2025

JUSTICE ET CONSOMMATEURS / GHJUSTIZIA È CUNSUMATORI

[Règlement sur l'équité numérique](#) - Échéance : 9/10/2025

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME / MERCATU INTERNU, INDUSTRIA, IMPRESARIATU È PME

[Marchés publics de technologies propres — Exigences minimales en matière de durabilité environnementale](#) - Échéance : 14/10/2025

[Révision du règlement relatif à la normalisation](#) - Échéance : 17/12/2025

RECHERCHE ET INNOVATION / RICERCA È INNUVAZIONE

[Acte législatif européen sur l'innovation](#) - Échéance : 3/10/2025

RÉSEAUX DE COMMUNICATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES / RETI DI CUMUNICAZIONE, CUNTENUTU È TECNULUGIE

12

[Omnibus sur le paquet numérique](#) - Échéance : 14/10/2025

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / SALUTE È SICURITÀ ALIMINTARE

[Sécurité des aliments destinés à l'alimentation humaine et animale — train de mesures omnibus sur la simplification](#) - Échéance : 14/10/2025

[Maladies animales — nouvelle classification de l'infection par le virus de la fièvre catarrhale ovine](#)
Échéance : 21/10/2025

[Bien-être de certains animaux d'élevage : modernisation de la législation de l'UE](#) - Échéance : 12/12/2025



BIBLIOTHÈQUE/BIBBIUTEA

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL / AGRICULTURA È SVILUPPU RURALE

[Rapport financier de la Commission au Parlement européen et au concernant le Fonds européen agricole de garantie et le fonds européen agricole pour le développement rural exercice 2024 et annexe](#)

BUDGET / BUGETTU

CFP 2028-2034 - [Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme « Marché unique et douanes » pour la période 2028-2034](#) (disponible en anglais uniquement)

CFP 2028-2034 - [Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le programme Justice pour la période 2028-2034](#) (disponible en anglais uniquement)

CFP 2028-2034 - [Proposition de règlement du Conseil établissant le programme de recherche et de formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique pour la période 2028-2032, complétant le programme-cadre pour la recherche et l'innovation Horizon Europe, et prévoyant la contribution de la Communauté au projet ITER](#) (disponible en anglais uniquement)

CFP 2028-2034 - [Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant l'instrument pour la coopération en matière de sûreté nucléaire et le déclassement pour la période 2028-2034](#) (disponible en anglais uniquement)

CFP 2028-2034 - [Proposition de règlement du Conseil établissant le programme d'assistance au déclassement de la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie pour la période 2028-2034](#) (disponible en anglais uniquement)

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n°18/2025: Flexibilité budgétaire de l'UE – Un réel atout en cas d'imprévus, mais un cadre trop complexe et réponses](#) de la Commission

13

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION / IMPIEGU, AFFARI SUCIALI È INCLUSIONE

[Règlement \(UE\) 2025/1913 du 18 septembre 2025 modifiant le règlement \(UE\) 2021/1057 instituant le Fonds social européen plus \(FSE+\) en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à relever des défis stratégiques](#)

ÉNERGIE / ENERGIA

[Règlement d'exécution \(UE\) 2025/1328 du 30 juin 2025 fixant les modalités d'application de la disposition de la directive \(UE\) 2024/1275 établissant des modèles communs pour la transmission, à l'observatoire européen du patrimoine bâti, des informations des bases de données nationales sur la performance énergétique des bâtiments](#)

[Règlement \(UE\) 2025/1733 du 18 juillet 2025 modifiant le règlement \(UE\) 2017/1938 en ce qui concerne le rôle du stockage de gaz dans la sécurité de l'approvisionnement en gaz avant la saison hivernale](#)

ENVIRONNEMENT / AMBIENTE

[Directive \(UE\) 2025/1892 du 10 septembre 2025 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets](#)

JUSTICE ET CONSOMMATEURS / GHJUSTIZIA È CUNSUMATORI

[Directive \(UE\) 2025/1788 du 24 juin 2025 fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants \(refonte\)](#)

MOBILITÉ ET TRANSPORTS / MUBILITÀ È TRASPORTI

[Rapport de la Commission sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe 2021-2027 pour la période 2021-2024](#)

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE / PULITICA REGIONALE È URBANA

[Règlement \(UE\) 2025/1914 du 18 septembre 2025 modifiant les règlements \(UE\) 2021/1058 et \(UE\) 2021/1056 en ce qui concerne des mesures spécifiques visant à relever des défis stratégiques dans le cadre de l'examen à mi-parcours](#)

PROSPECTIVE /PRUSPETTIVA

[Communication de la Commission - Rapport de prospective stratégique 2025 Résilience 2.0: donner à l'UE les moyens de prospérer malgré les turbulences et les incertitudes](#)

PROTECTION CIVILE / PRUTEZZIONE CIVILE

[Rapport de la Commission sur les progrès en matière de gestion des risques et de renforcement de la résilience en Europe](#)

RECHERCHE ET INNOVATION / RICERCA È INNUVAZIONE

[Communication sur une stratégie européenne pour les infrastructures de recherche et de technologie](#)

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE / SALUTE È SICURITÀ ALIMINTARE

[Rapport spécial de la Cour des comptes européenne n°19/2025: Pénuries critiques de médicaments – Les mesures de l'UE ont apporté une valeur ajoutée, mais des problèmes structurels subsistent, réponses de la Commission et réponses de l'Agence européenne des médicaments](#)